

Placer la souveraineté des peuples au centre du débat politique

mardi 26 février 2008 Auteur : par Texte du M'PEP

Résumé

Le projet néolibéral, intégrant la fabrication d'un homme «nouveau», l'«homme néolibéral», ne peut advenir sans détruire la capacité individuelle et collective des individus à s'ériger en peuple. Il faut anéantir la citoyenneté, le sens du bien commun, les solidarités, tout ce qui est collectif. La souveraineté est incompatible avec le néolibéralisme et son action mondialiste.

Sommaire

- * I.- COMPRENDRE LES ORIGINES ET L'INTERET DE LA SOUVERAINETE
- * II.- LA SOUVERAINETE NATIONALE
- * III.- LA SOUVERAINETE POPULAIRE
- * IV.- LA LAÏCITE
- * V.- L'ETAT
- * VI.- INTERNATIONALISME ET SOUVERAINETES
- * VII.- LA QUESTION LINGUISTIQUE

ANCER LA SOUVERAINETE DES PEUPLES AU CENTRE DU DEBAT POLITIQUE

La notion de souveraineté, pour bien être comprise, peut être expliquée à partir de l'exemple de la « souveraineté alimentaire ». Celle-ci a été développée par Via Campesina, l'organisation paysanne mondiale, et portée au débat public à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation en 1996. Cette idée présente une alternative aux politiques néolibérales. Depuis, ce concept est devenu un thème majeur du débat agricole international, y compris dans les instances des Nations Unies. La souveraineté alimentaire désigne le droit des populations et de leurs Etats à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Elle vise à donner la priorité à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terres à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM), pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.

C'est le droit des paysan(e)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer, qui va le produire et comment. C'est le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix. Ce sont des prix agricoles liés aux coûts de production, mesures qui sont possibles à condition que les Etats aient le droit de taxer les importations à trop bas prix. C'est la participation des populations au choix de politique agricole. Les politiques néolibérales donnent la priorité au commerce international libre-échangiste et non à l'alimentation des populations. Elles n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde. Au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les importations agricoles. Et elles ont renforcé l'industrialisation de l'agriculture, en mettant en danger le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète, ainsi que la santé des populations. Elles ont contraint des centaines de millions de paysan(ne)s à l'abandon de leurs pratiques agricoles traditionnelles, à l'exode rural, ou à l'émigration.

La souveraineté alimentaire inclut un commerce international juste. Elle ne s'oppose pas aux échanges, mais à la priorité donnée aux exportations. Elle permet de garantir aux populations la sécurité alimentaire, tout en échangeant avec d'autres régions des productions spécifiques qui font la diversité de notre planète. L'accès aux marchés internationaux, en effet, n'est pas une solution pour les paysans. Le problème des paysans c'est d'abord le manque d'accès à leurs propres marchés locaux à cause des prix trop bas pour leurs produits et des pratiques de dumping à l'importation auxquelles ils sont confrontés. L'accès aux marchés internationaux concerne seulement 10 % de la production mondiale ; il est contrôlé par des firmes transnationales et les plus grandes entreprises agro-industrielles grands producteurs.

I.- COMPRENDRE LES ORIGINES ET L'INTERET DE LA SOUVERAINETE

La notion de « souveraineté » vient de 1789, lorsque la « Révolution bourgeoise à soutien populaire » s'est faite pour conquérir la souveraineté nationale et la souveraineté populaire. Or, ces deux principes politiques fondamentaux sont aujourd'hui combattus avec la plus extrême vigueur par la propagande néolibérale. C'est ainsi que prôner la souveraineté – populaire, nationale ou alimentaire - expose immédiatement à l'accusation de « souverainisme », notion au demeurant mal définie, mais dont on sent qu'elle n'est pas un compliment. De la même manière, invoquer le peuple serait une preuve de « populisme », alors qu'évoquer la nation serait un témoignage de « nationalisme ». On nous dit et on nous répète que les « décideurs économiques » joueraient sur un terrain mondial, alors que les « décideurs politiques » joueraient sur un terrain national. Dès lors, la compétition serait inégale, les seconds ne pouvant que laisser la place aux premiers. C'est pourquoi, selon les néolibéraux, la souveraineté nationale serait une notion non seulement inadaptée, mais dangereuse, car elle ne pourrait, sur le plan politique, qu'isoler la France, et la mettre en difficulté sur le plan économique. D'autant qu'en raison de la mondialisation, la question ne se poserait même plus...

Quant à la souveraineté populaire, la complexité du monde actuel la rendrait contreproductive et elle ne pourrait relever que de la démagogie. La meilleure preuve de ce raisonnement peut être trouvée dans la victoire du NON au référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005, et le refus, par le gouvernement français, de soumettre le Traité modificatif européen à un nouveau référendum. En 1958, de Gaulle avait utilisé le référendum pour contourner le Parlement ; en 2007, Sarkozy utilise le Parlement pour contourner le référendum, c'est-à-dire le peuple ! Quant aux autres pays européens, leurs gouvernements n'ont évidemment pas non plus organisé de référendum, justifiant cette attitude, quand c'était le cas, par l'existence de constitutions – réactionnaires – qui ne le permettaient pas. Hélas, dans ces pays, la soumission est telle que le peuple lui-même a perdu la force de s'ériger en souverain.

Pour se déployer avec toute l'ampleur souhaitable, les politiques néolibérales ont besoin de faire sauter les deux verrous que représentent la souveraineté nationale et la souveraineté populaire. Ils y sont partiellement parvenus en faisant croire que la nation était un cadre désuet à l'heure de l'Europe et de la mondialisation, tandis que le peuple, face à la complexité croissante du monde, n'avait aucune aptitude à s'exprimer. Selon le néolibéralisme, le marché, spontanément, avait réponse à tout, à la condition d'être totalement libre de ses mouvements. Or, précisément, la souveraineté nationale et la souveraineté populaire peuvent, à tout moment, entraver cette liberté. L'idéal, pour les néolibéraux, était donc de formater les esprits en les acclimatant peu à peu à l'idée que toute réforme de structure serait désormais interdite en raison de la « contrainte extérieure » que représenterait, pour chaque nation, la mondialisation.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette stratégie des néolibéraux a parfaitement bien fonctionné, comme en témoigne, pour ne prendre que cet exemple, la « construction européenne » qui n'a fait que construire le néolibéralisme à l'europpéenne. C'est pourquoi le M'PEP se fixe pour objectif de faire de la souveraineté des nations et des peuples LA question politique principale, car cette question « surplombe » toutes les autres. Cette analyse, bien évidemment, n'a rien à voir avec du souverainisme, du populisme ou du nationalisme. Il s'agit d'une perspective universaliste. C'est la liberté pour la France – comme pour chaque pays – de choisir son système économique et social. C'est, par exemple, ou ce devrait être, la liberté pour chaque pays de refuser d'importer des OGM, ou de s'opposer aux délocalisations d'entreprises, ou de réinstaller le contrôle des changes.

Lutter pour la souveraineté nationale, la souveraineté populaire et la coopération internationale entre les peuples, c'est nécessairement lutter contre la mondialisation. Et lutter contre la mondialisation, c'est aussi, nécessairement, lutter pour la souveraineté nationale, la souveraineté populaire et la coopération internationale entre les peuples puisque la mondialisation, précisément, pour atteindre son objectif de réorganisation du travail à l'échelle planétaire, vise à détruire toute souveraineté et toute coopération internationales. Un immense effort de clarification idéologique, historique, politique est donc nécessaire sur ces questions, tant la propagande néolibérale a fait de ravages.

II.- LA SOUVERAINETE NATIONALE

Pendant la Révolution de 1789, les sans-culottes et les soldats de l'An II avaient pour mot d'ordre: « Vive la Nation ! » Pourquoi ? Parce que la Grande Révolution, en tant que rupture dans la marche de l'histoire, a eu pour conséquence de transformer le royaume de France en nation française, dans le cadre d'une république. Régnant sur son royaume au moyen du droit divin, le monarque était le représentant de Dieu sur terre. La Révolution se traduit par un transfert de souveraineté : le royaume devient la nation et les sujets deviennent un peuple de citoyens. La nation, se substituant au royaume, est le résultat d'un processus engagé lors des Etats généraux, qui n'était pas prévu à l'avance. L'Assemblée s'est proclamée « nationale », et de ce fait est devenue détentrice de la souveraineté populaire. L'apparition de la nation résulte ainsi d'une prise de conscience collective et progressive à partir d'une réalité vécue. C'est, au départ, une pratique politique et non un principe abstrait. Cette conception de la nation n'a rien à voir avec du nationalisme, ni la souveraineté avec du souverainisme. Elle n'affirme aucune supériorité ethnique ou une quelconque agressivité envers les autres peuples. La souveraineté nationale, au sens révolutionnaire, est un principe universel.

Le mot d'ordre « Vive la Nation ! » a donc des justifications très puissantes, car c'est le peuple qui est investi de la souveraineté collective, celle-ci échappe au monarque. La Révolution ne sépare donc pas la formation de la conscience nationale de l'émancipation et de la liberté. Cette conception de la nation est porteuse d'un message émancipateur universel qui a stimulé la maturation, ou même la naissance du combat pour l'indépendance nationale de nombreux pays européens dès les XVIIIe et XIXe siècles. On ne peut ignorer, non plus, la portée immense du message de la nation républicaine dans les colonies lorsqu'elles se sont engagées dans la lutte pour leur indépendance nationale. N'en déplaise aux « Indigènes de la République », ce n'est pas la République, comme régime politique issu de la Révolution de 1789 qui a organisé la colonisation, mais ce sont des dirigeants politiques inconséquents et criminels. S'en prendre au principe lui-même de la République n'est la preuve que d'une profonde ignorance ou confusion mentale.

Ainsi conçue, la souveraineté nationale est un principe politique fondamental, universel, progressiste, qui ne peut que balayer les misérables justifications de type économique qui prétendent le rendre obsolète. (à suivre)